

Article 29 du Règlement

Nous attendons de semaine en semaine une annonce. Nous ne cessons pas de demander au ministre de l'Agriculture (M. Wise) et au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) quelles sont leurs intentions, où en sont leurs programmes. Veut-on vraiment venir en aide à nos producteurs alimentaires? On n'annonce pas de nouveaux programmes. On ne présente pas de projets de loi à la Chambre. Nous apprenons, au contraire, que le moratoire empêchant la Société du crédit agricole de saisir les exploitations a été levé, que le prix payé aux producteurs de céréales baissera de 18c. par rapport à l'année dernière. C'est l'arrêt de mort de l'exploitation familiale.

Dans d'autres pays, l'exploitation familiale est prioritaire. Il s'agit pour eux d'une entité productive qu'il faut conserver et rentabiliser. Mon ami et collègue, le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom), a présenté un projet de loi sur les prix paritaires grâce auquel les producteurs agricoles auraient touché pour leurs produits des prix équivalents du moins à leurs frais d'exploitation. Le gouvernement a-t-il appuyé cette mesure? Pas du tout.

Nous avons ensuite réclamé des obligations agricoles, mais en vain. Nous avons demandé qu'on donne plus de mordant au Bureau d'examen de l'endettement agricole, mais le gouvernement ne nous a pas écoutés. Nous exigeons maintenant un programme global d'aide aux céréaliers de l'Ouest, mais le gouvernement ne répond pas. Comment un producteur de céréales peut-il préparer dès le printemps sa prochaine campagne et faire des projets à court et à long termes alors que le gouvernement refuse de dire s'il va instaurer un programme d'aide qui lui permettra de rester en agriculture dans l'Ouest? C'est impossible.

Les agriculteurs de l'Ouest se réunissent dans les cafés ou leurs cuisines pour discuter, ne sachant pas s'ils doivent semer cette année, ni encore quoi semer, car ils n'ont aucune garantie d'avenir. Comme le gouvernement ne se prononce pas, ils ignorent s'il leur fournira une aide quelconque. Ils lisent ensuite le journal du jour et s'aperçoivent que le premier ministre a pris 308 000 \$ dans la caisse électorale du parti conservateur notamment pour des placards spéciaux pour ses 85 paires de chaussures et la centaine de paires environ qui appartiennent à sa femme. Les gens se demandent s'il comprend les problèmes qui affligent l'ouest du pays. Peut-il commencer à saisir les contraintes et tensions incroyables auxquelles les producteurs de l'Ouest doivent faire face à l'heure actuelle? Pas du tout.

• (2310)

Nous constaterons probablement demain que le projet présenté aux fins de discussion portera sur le démantèlement de la société Canagrex. Le gouvernement tente encore de se débarrasser de cette société qui ouvrirait de nouveaux marchés et offrirait d'autres débouchés aux agriculteurs canadiens.

M. Holtmann: Qu'a-t-elle fait?

M. Riis: Je vais le dire au député. Avec un budget fort limité, elle trouvait toutes sortes de nouveaux débouchés sur le marché.

Des voix: Oh, oh!

M. Holtmann: De quels débouchés parlez-vous?

M. Riis: Elle recherchait partout dans le monde de nouveaux marchés pour nos agriculteurs.

M. Holtmann: Ne me dites pas des inepties de ce genre.

M. Riis: Nous avons du respect pour nos agriculteurs. Nous croyons en eux et dans l'exploitation familiale. Il est temps que le député croie dans l'exploitation familiale et qu'il cesse de donner son appui aux grosses sociétés agricoles. Que reprochons-nous à l'exploitation familiale? Au NPD, nous la défendons. Pourtant, les projets de loi dont nous débattons au sujet de l'agriculture portent sur la façon de cesser de commercialiser nos produits.

Les temps doivent changer. Alors que la soirée avance, mes collègues vont présenter toute une série de propositions et de solutions. J'ai parlé des obligations agricoles, car vous les aviez promises, et vous n'avez pas tenu cet engagement. J'ai également fait allusion à un bureau d'examen de l'endettement agricole doté de pouvoirs véritables, car il s'agit d'une autre promesse à laquelle vous n'avez pas donné suite. Il a été question ensuite des Farmer's Creditors Arrangement Act ou d'une version de cette dernière, car c'est là encore un engagement qui tarde à se matérialiser.

M. Clark (Brandon—Souris): Nous n'avons jamais promis cela.

M. Riis: Et quelles promesses avez-vous tenues?

Pour donner la possibilité de prendre la parole à tous les députés qui ont des solutions constructives à proposer aux producteurs agro-alimentaires, et conformément à l'alinéa 9(4)a) du Règlement, je propose, avec l'appui du député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie):

Que la Chambre continue à siéger après minuit pour poursuivre le débat sur cette très importante question.

M. le vice-président: La motion est recevable.

Que les députés qui s'opposent à la motion veuillent bien se lever.

Comme personne ne s'est levé, conformément à l'alinéa 9(4)b) du Règlement, la motion est réputée adoptée.

Suite du débat.

M. Sid Fraleigh (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, à titre de député de l'Ontario, j'aurai voulu pouvoir dire que je suis heureux de participer au débat de cette nuit. Je ne peux malheureusement pas le faire. J'ai été extrêmement déçu de voir le cirque des députés d'en face, surtout du dernier orateur néo-démocrate. Il est triste de constater que des membres de cette Assemblée peuvent plaisanter au sujet d'un problème aussi grave.

L'agriculture est confrontée aujourd'hui aux pires difficultés qu'elle ait connues depuis les années 30 et même avant. Certains des députés d'en face semblent totalement ignorer ce qui se passe dans les collectivités agricoles. Dans ma région, les semences se font, au milieu de grandes difficultés, mais elles se font. Les semences se feront partout dans l'ouest du Canada; avec beaucoup de difficulté aussi, mais elles se feront. Les agriculteurs ne se laissent pas facilement abattre, ils sont résistants, ils l'ont toujours été et le seront toujours.